

Chapitre 1

Aperçu historique

A. Un passé lointain et complexe : quelques repères

Une vision superficielle et simpliste de l'Europe oppose des États anciens et permanents à l'Ouest et des États récents et artificiels à l'Est. Elle néglige le fait que les États d'Europe centrale se sont construits dès le Moyen Âge autour de dynasties qui ont régné parfois plusieurs siècles. Il en est de même plus à l'Est pour les Lituaniens ou les Ukrainiens, et au Sud pour les Bulgares, les Croates, les Serbes et les Albanais. Il ne faut donc pas négliger ces histoires étatiques anciennes que les « ingénieurs du national » (les *nation-builders*) ont revendiquées au XIX^e siècle pour justifier et exiger une indépendance étatique, même si tous les peuples de la région ne jouissent pas du même atout : les Finnois, les Estes, les Lettons, les Biélorusses, les Slovènes ou les Slovaques ne disposent pas d'une telle histoire sur laquelle auraient pu s'appuyer leurs aspirations indépendantistes.

Domaine occupé par les Celtes pendant plusieurs siècles jusqu'à notre ère, ensuite de manière précaire au sud du Danube par les Romains en lutte contre l'élément germanique (et traversé par le *limes romanus*), puis beaucoup plus multiple à partir du VI^e siècle avec la confrontation entre Slaves et Germains ou Francs, l'Europe médiane s'est complexifiée jusqu'aux XV^e-XVI^e siècles sur le plan ethnique, national, religieux. L'arrivée des Magyars peu avant 900 (en provenance de l'Oural) dans la plaine danubienne a alors coupé les Slaves occidentaux de ceux de l'Europe du Sud-Est, et de Byzance.

1. Des origines aux tournants des XV^e et XVI^e siècles

Le processus de christianisation commence au Sud avec l'Autriche et se développe au Nord et d'Ouest en Est, avec une rapide accélération au IX^e siècle à partir de la Moravie qui se diffuse dans le monde slave, avec les apôtres Cyrille et Méthode, puis avec Adalbert (955-997), qui convertit les Polonais : même s'il existe des tensions entre Rome et Byzance à l'époque, le Grand Schisme n'intervient qu'en 1054. Le monde slave s'est divisé ultérieurement en fonction de l'utilisation de l'alphabet latin et cyrillique. Le clivage qui intervient alors n'est pas seulement théologique et liturgique : il a des implications politiques profondes sur l'ordre des sociétés : dans le monde orthodoxe, les valeurs collectives sont privilégiées et les pouvoirs ont tendance à se confondre, sans séparation entre l'Église et

l'État. Par ailleurs, à la différence du catholicisme centralisé par la papauté (à l'exception du schisme entre 1378 et 1417), l'orthodoxie se caractérise par son pluralisme et la création d'Églises autocéphales.

Cette christianisation de l'Europe médiane entre le VI^e et le XIII^e siècle (pour les Pays baltes avec les Chevaliers teutoniques) a eu pour conséquence l'adoption de la féodalité, constitutive d'une société hiérarchisée fondée sur le lien d'obéissance et de fidélité du sujet à l'égard du prince : ainsi naissent les premiers États médiévaux. En Autriche avec les Babenberg, en Pologne avec les Piast, en Bohême avec les Přemyslides, en Hongrie avec les Árpád, en Bulgarie avec les Assénides, se mettent en place – au IX^e ou X^e siècle – des lignées dynastiques issues des aristocraties locales qui subsistèrent parfois jusqu'au XIII^e ou XIV^e siècle. La région connaît alors un décalage de développement (révolution agraire et technologique, mutation démographique) par rapport à l'Occident, qui a été parfois épisodiquement comblé : par exemple, dans le royaume de Bohême de Charles IV au cours du troisième quart du XIV^e siècle, largement épargné par la Grande Peste qui ravage l'Occident, ou dans la Hongrie de Mathias Corvin au cours de la seconde moitié du XV^e siècle.

Au sortir du Moyen Âge et à la fin du XV^e siècle, à la différence de l'Occident, le servage s'est renforcé à l'est de l'Elbe et subsiste jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, voire au XIX^e siècle. Par ailleurs, avec l'ère maritime et les grandes découvertes, la puissance est désormais liée au contrôle des mers : or, l'Europe médiane est enclavée et l'argent d'Europe centrale est déclassé au profit des richesses aurifères sud-américaines. L'Europe centrale reste en marge de l'Europe maritime et commerçante, à l'écart de la conquête et de l'exploitation coloniales, et s'appauvrit, le capitalisme peinant à s'y développer. Autre facteur défavorable : depuis la fin du XIV^e siècle, la pression ottomane s'exerce sur l'Europe du Sud-Est. Elle atteint son point culminant au XVI^e siècle : les Ottomans ne représentent pas seulement une menace pour la souveraineté des États de la région, mais aussi un poids financier énorme, lié aux fortes armées mises sur pied pour les contenir.

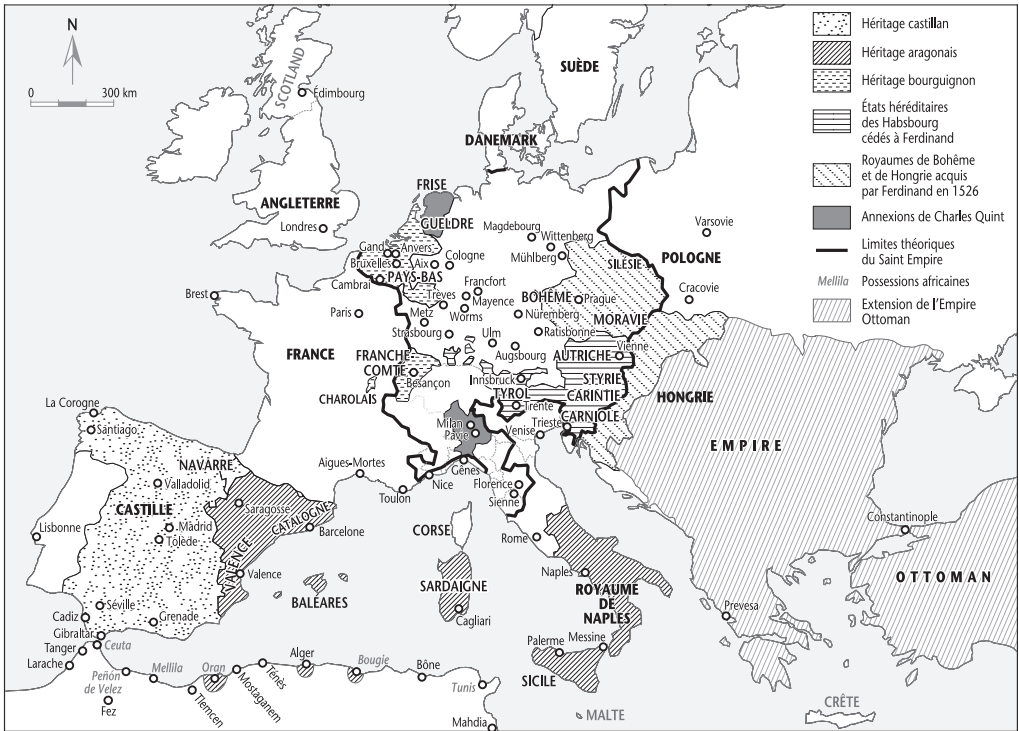
La défaite du roi de Bohême et de Hongrie Louis Jagellon, qui appartient à la grande dynastie polono-lituanienne en place depuis le XIV^e siècle, à la bataille de Mohács, le 29 août 1526, dans le sud de la Hongrie, face à Soliman le Magnifique, est une catastrophe pour le monde chrétien, et le royaume de Hongrie y perd la plaine danubienne : la capitale est déplacée peu après de Buda à Presbourg/Pozsony, future Bratislava. Il faut attendre l'échec du deuxième siège de Vienne en 1683 pour que l'Europe centrale desserre l'étreinte et repousse progressivement les Ottomans aux frontières de l'Europe.

Le 31 octobre 1517, la proclamation à Wittenberg d'une nouvelle Église par Luther marque une rupture supplémentaire : le début du protestantisme met l'Europe à feu et à sang jusqu'au début du XVIII^e siècle, avec notamment la première grande guerre européenne qu'est la Guerre de Trente Ans (1618-1648), qui éclate à Prague. Elle ravage de vastes régions de l'Europe médiane, y bouleverse

les équilibres et contribue à l’approfondissement du décalage avec l’ouest du continent. Les conflits religieux sont dus à la conversion au luthéranisme ou au calvinisme (les Hongrois), sans parler des autres Églises protestantes (hussites, Frères tchèques, anabaptistes…), d’une grande partie des populations.

La mort de Louis Jagellon en 1526 pose la question du choix d’un souverain capable de protéger la région. Il se porte sur les Habsbourg, originaires de Souabe, à l’Ouest de l’Allemagne. Leur étoile est alors à son firmament, avec Charles Quint et la conquête des Amériques. Les possessions des Habsbourg sont si vastes que le chef de la dynastie opère un choix stratégique : conservant l’Espagne, les Pays-Bas et l’Amérique du Sud, il délègue le domaine continental à son frère cadet Ferdinand I^{er}.

L’Empire de Charles Quint en 1550



Les Habsbourg étant profondément marqués par leur éducation espagnole, par les idéaux de la Contre-Réforme (dite aussi reconquête catholique) et par l’influence de la Compagnie de Jésus nouvellement créée par Ignace de Loyola, ils veulent éradiquer le protestantisme dans leurs nouveaux royaumes. Qui plus est, commence une lutte qui dure jusqu’à la disparition de l’Empire habsbourgeois en 1918 entre le centre (Vienne) et la périphérie (les royaumes de Bohême, de Hongrie, puis les terres annexées), dont le pouvoir central cherche à réduire l’autonomie.

2. Des Lumières aux nationalismes

Au XVIII^e siècle, les Lumières entrent en concurrence puis remplacent les valeurs religieuses : l'État, la laïcité, le progrès deviennent des notions dominantes. Les pressions extérieures poussent à la modernisation : l'impératrice Marie-Thérèse et son fils Joseph II, souverains éclairés qui règnent entre 1740 et 1790, modifient en profondeur l'état de leurs possessions en les modernisant, en les sécularisant, en prenant des mesures de tolérance religieuse et en supprimant le servage. Ce vaste programme ne donne pourtant pas à l'Autriche les forces suffisantes pour résister efficacement au danger napoléonien ou prussien au XIX^e siècle tout en ayant des effets paradoxaux : le vaste travail de rationalisation entrepris par les souverains implique une communication avec les peuples qui nécessite leur instruction – au moins au niveau primaire – dans les langues vernaculaires ; cette modernisation implique aussi une forte centralisation qui provoque des réactions nationales ; elle passe enfin par la germanisation de l'enseignement supérieur et de l'administration, qui éveille à son tour les revendications linguistiques des différents groupes non germanophones dans un empire multilingue.

Dans le phénomène complexe de l'éveil des nationalismes se mêlent les évolutions de l'histoire intellectuelle, des structures socio-économiques et de la vie politique. Sans la prise en compte du passage des idées de progrès véhiculées par les Lumières aux idées préromantiques de recherche des valeurs absolues dans le peuple (surtout rural) et ses productions culturelles (folklore, contes, art populaire), les mouvements nationaux du XIX^e siècle seraient incompréhensibles. Mais ils le seraient autant en ne considérant pas les changements structurels considérables liés à l'industrialisation, l'urbanisation (très différenciées selon les pays) et le développement de nouvelles élites bourgeoises et de couches moyennes venues s'ajouter à l'aristocratie et au clergé, longtemps les seules élites. Elles portent les nouvelles politiques d'affirmation nationale face à des élites internationalisées ou attirées par les centres politiques dominants.

Très concrètement, l'Europe médiane se trouve alors à cheval sur plusieurs empires qui divisent ou regroupent ses nations : l'Empire allemand qui contient dans sa marge orientale surtout des Polonais ; l'Empire russe qui intègre à l'Ouest les Baltes, les Biélorusses, les Polonais, les Ukrainiens et même des Roumains ; l'Empire ottoman, dont Grecs, puis Serbes se libèrent rapidement dans les années 1820-1830, mais qui continue à dominer des Slaves (Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine...) ; l'Empire habsbourgeois qui regroupe centralement des Autrichiens, des Hongrois et des Slaves occidentaux et méridionaux, et qui comprend sur ses marges des Italiens, des Roumains, des Ruthènes, des Ukrainiens...

B. L'Empire autrichien puis austro-hongrois au XIX^e siècle

1. Une longue construction

L'Empire autrichien est un empire uni par la dynastie habsbourgeoise. Le début de son succès remonte à Rodolphe I^{er}, devenu empereur du Saint Empire romain germanique en 1273, puis duc d'Autriche (1278). Sa puissance rebondit au XV^e siècle, et surtout au XVI^e siècle, avec le titre impérial (Frédéric III en 1440, père de la devise *Austriae est imperare orbi universo*, AEIOU). Grâce à une habile politique matrimoniale (*Bella gerant alii, tu felix Austria nube* : « Les autres font la guerre, toi, heureuse Autriche, tu te maries »), les Habsbourg sont alors la dynastie dominante en Europe. Après la bataille de Mohács, ils rassemblent les pays d'Autriche avec les couronnes de Bohême et de Hongrie, dont ils s'efforcent de réduire l'indépendance. Les conflits internes s'achèvent pour les États tchèques par leur défaite du 8 novembre 1620 et pour les Hongrois par un compromis après la guerre d'Indépendance en 1711. Dans les deux cas, les Habsbourg imposent l'hérédité définitive de la couronne : les noblesses locales n'ont plus le choix de leur souverain, et Charles VI de Habsbourg décrète même une succession féminine pour une dynastie menacée d'extinction (avec la *Pragmatic sanction* de 1711).

Jusqu'au XVIII^e siècle, le monde habsbourgeois est marqué par les tensions religieuses internes entre catholiques et protestants (la guerre de Trente Ans, 1618-1648, et la guerre transylvaine au début du XVIII^e siècle), par les menaces externes qui ont mobilisé les forces humaines et les ressources et par la difficulté du centre (Vienne) à imposer sa volonté à la périphérie (Prague ou Presbourg, la capitale politique des Hongrois). Pourtant, en dehors de la Transylvanie, la Compagnie de Jésus fondée par Ignace de Loyola en 1540 s'est imposée et a modelé la pensée par un système éducatif développé et quasi monopolistique : le triomphe de l'Église catholique se manifeste dans les paysages urbains et villageois par le style baroque. Les velléités d'indépendance nationale ont été matées. Les familles étrangères alliées aux Habsbourg ont reçu de vastes fiefs dans les provinces dominées avant que le danger ottoman ne soit peu à peu repoussé à partir de l'échec du dernier siège de Vienne en 1683, grâce au renfort du roi de Pologne Jean III Sobieski, puis à la reconquête du prince Eugène de Savoie-Carignan jusqu'à Belgrade en 1717. Pourtant, ce sont d'autres forces qui se mettent en mouvement et qui affaiblissent l'édifice.

La puissance habsbourgeoise décroît alors au profit d'autres États européens. Son écrasement par la Prusse de Frédéric II en 1740 provoque un choc dans les cours européennes et sur Marie-Thérèse, jeune souveraine de vingt ans sauvée par la fidélité des Hongrois : outre que Vienne y perd au Nord sa région la plus développée économiquement, la Silésie, riche en gisements miniers prometteurs, elle prend conscience de son retard militaire et financier. Marie-Thérèse entreprend alors une œuvre de modernisation considérable : fortifications, écoles militaires, système scolaire, refonte des cadastres, reconstruction de l'administration, œuvre poursuivie par son fils Joseph II entre 1780 et 1790. Elle redresse la situation en

fondant une nombreuse famille pour la branche Habsbourg-Lorraine, qui assure les successions jusqu'au XX^e siècle. Par ailleurs, son règne est aussi l'occasion de gains territoriaux (la Galicie-Lodomérie en 1772, la Bucovine en 1775). À sa mort, l'Autriche est une confédération de fait, avec des États héréditaires plus centralisés. La culture baroque et la monarchie patriarcale ont laissé place aux Lumières, à l'affirmation de l'État, aux débuts de la nation et du capitalisme. La laïcisation de l'enseignement a été accélérée par la dissolution provisoire de la Compagnie de Jésus en 1773 et l'esprit de tolérance permet en 1781 le retour des protestants et le début de la conquête citoyenne pour les juifs. L'esprit des Lumières gagne les élites, la Cour et l'ensemble du monde intellectuel.

Le sommet de ce processus est atteint sous Joseph II : tolérance religieuse, réforme sociale, centralisation extrême et germanisation. Les résultats sont contrastés : ce souverain éclairé a certainement évité une révolution, notamment en supprimant le servage en 1781 ; en même temps, il a contrarié tant d'intérêts que nombre de ses réformes sont annulées dès la fin de son règne par son frère et successeur Léopold II (1790-1792). C'est à ce moment que se produit un double mouvement qui entrave l'ouverture : d'une part, la Révolution française, la guerre à nouveau avec la France et le régicide fatal à Louis XVI qui choque les opinions européennes, tout comme, peu après, l'exécution de Marie-Antoinette, née autrichienne ; d'autre part, le début de la montée des idées nationales, qui suscite une forte réaction d'une partie des élites locales, notamment nobiliaires. À la fin du XVIII^e siècle, l'Autriche, qui se proclame Empire autrichien en 1804 (après la dissolution du Saint Empire romain germanique), compte environ 650 000 km² et 24 millions d'habitants.

2. L'Autriche de Metternich et de 1848

Entre 1792 et le traité de Vienne du 20 novembre 1815, l'Autriche impliquée dans les guerres européennes arrête toute velléité de réforme. Sur le plan international, après le Congrès de Vienne, elle s'élève au rang de symbole de la société politique d'Ancien Régime. Et, entre 1815 et 1848, elle devient le garde-chiourme du libéralisme et de la France en Europe, sous la férule de Metternich, héritier du XVIII^e siècle. Fidélité dynastique, bureaucratie, centralisation, division des nationalités, primat des germanophones, censure, système policier sont les maîtres mots du régime metternichien. Ses ennemis principaux : le libéralisme, les nationalités et les révolutionnaires. Ses principes : monarchie de droit divin et « calme et ordre » (*Ruhe und Ordnung*).

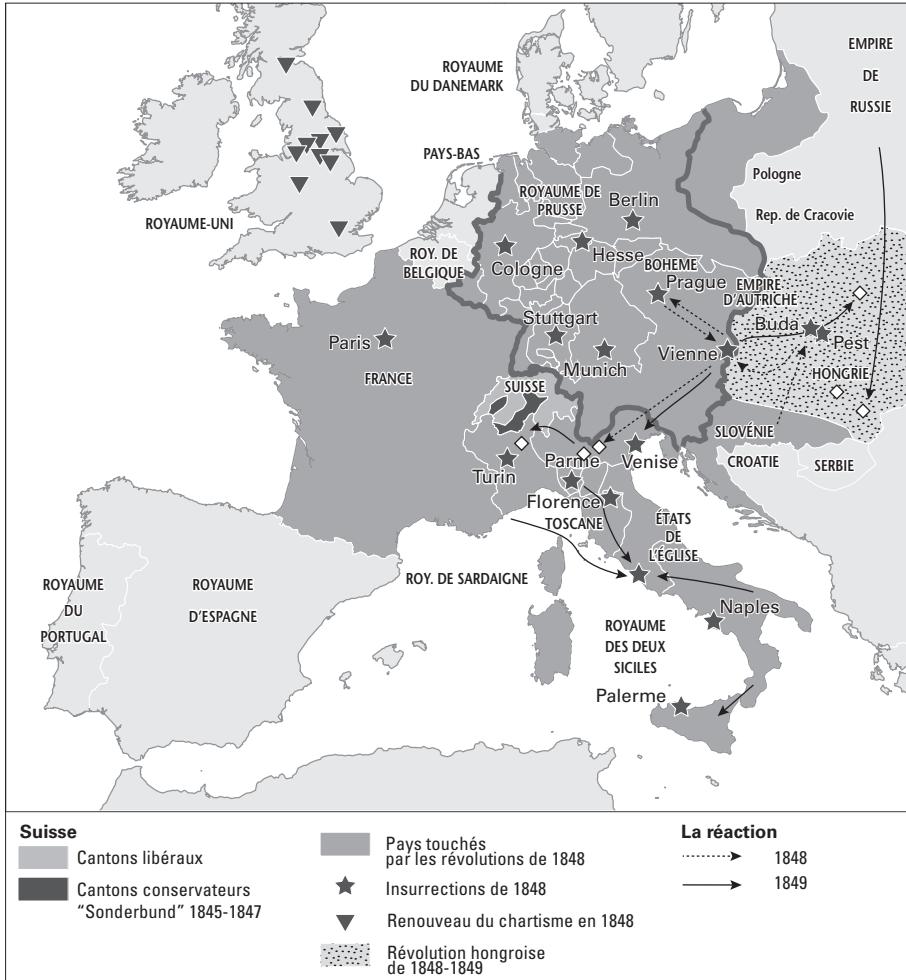
Les frontières étatiques de l'Europe en 1815



Cet ordre, il veut l'imposer sur la scène européenne : c'est le propos de la Sainte Alliance dont Saint-Pétersbourg et Vienne sont les fers de lance. Plusieurs éléments mettent rapidement à l'épreuve ce système : la poussée nationale en Italie, l'insurrection grecque à partir de 1821, le soulèvement de l'Amérique face au colonisateur espagnol, la montée du libéralisme, avec la Révolution de juillet 1830 en France – et son corollaire, le retour de la France « apôtre des nations » destinée à être le foyer de la liberté du monde –, et l'indépendance de la Belgique proclamée le 4 octobre 1830. Avec Londres, Paris et Bruxelles, l'Europe occidentale est désormais à dominante libérale. La contagion s'étend au nord et aux terres habsbourgeoises : dans le royaume de Pologne sous administration russe, avec le soulèvement de novembre 1830 écrasé quelques mois plus tard ; en Italie, où l'agitation gagne du terrain au cours des années 1830. Pourtant, la rupture de cet équilibre européen fondé sur le *statu quo* et un ordre conservateur est différée. Dans les années 1840, Metternich a encore les mains libres pour réprimer une nouvelle tentative de soulèvement polonais à Cracovie (1846) et contenir provisoirement la montée des revendications italiennes.

Alors qu'en France, la révolution qui éclate le 2 février 1848 répond essentiellement à des préoccupations démocratiques et sociales, en Europe centrale, l'élément national est déterminant, la conquête de la liberté s'accompagnant immédiatement de la demande de reconnaissance des frontières entre nations, d'où le nom de « Printemps des peuples ».

Le Printemps des peuples en 1848



Celle qui éclate à Vienne le 13 mars 1848 est à la fois une révolte sociale, le fruit de la volonté des étudiants de changer le monde et la volonté des libéraux de modifier le système politique, amplifiée par les révolutions nationales. Ce mouvement est aussi « national » puisqu'il touche les germanophones, le pré-parlement de Francfort appelant à un rassemblement des « Allemands », y compris autrichiens, le 30 mars 1848. Commencent un vaste débat et une confrontation d'un siècle entre Petits-Allemands (*Kleindeutschen*), centralisateurs et partisans de l'hégémonie prussienne sur l'Allemagne proprement dite, et les Grands-Allemands (*Grossdeutschen*), qui veulent réunir tous les germanophones, y compris les territoires habsbourgeois, sur une base plus fédérale. Ces événements ne sont pas une surprise : les mauvaises récoltes depuis 1845, la révolte galicienne de 1846, la famine de 1847 et l'affaire des « cigares de Milan » début 1848 en ont été les signes avant-coureurs. Et puis survient la contagion européenne.